

***Montaigne's Politics : Authority and Governance in the Essais,*
de Biancamaria Fontana, Princeton et Oxford, Princeton
University Press, 2008, 205 p.**

Jérémie Duhamel

Volume 28, numéro 1, 2009

Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux
aux frontières

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001737ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001737ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duhamel, J. (2009). Compte rendu de [*Montaigne's Politics : Authority and Governance in the Essais*, de Biancamaria Fontana, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2008, 205 p.] *Politique et Sociétés*, 28(1), 264–267.
<https://doi.org/10.7202/001737ar>

tiennent les acteurs supranationaux et donc la nécessité pour les chercheurs de mieux considérer ces derniers s'ils veulent acquérir une compréhension plus globale des enjeux institutionnels de l'UE.

L'ouvrage se révèle être une articulation réussie entre le champ des études européennes, l'analyse des politiques publiques et la sociologie politique. De plus, il offre un point de vue pertinent sur la manière dont la science politique aborde et interroge l'UE. Certains de ses auteurs (dont A. Campana et T. Christiansen) s'appliquent de manière convaincante à présenter l'UE comme un objet politique novateur, dont l'étude nécessite de ne pas se limiter à certains paradigmes dominants (intergouvernementalisme) pour être à même de l'interroger. Comme le reconnaissent les auteurs dès l'introduction, ce livre n'offre pas des réponses définitives aux nombreuses questions qu'il pose, mais dresse « un premier bilan des acquis sur la question » en vue de « faire émerger de nouvelles pistes de recherche » (p. 6). En ce sens, les contributions s'avérant les plus instructives pour les lecteurs sont celles qui étayaient leurs propositions théoriques par des études de politiques publiques, dévoilant de la sorte concrètement les multiples potentialités du terrain européen pour la recherche. D'ailleurs, l'un de ses grands mérites est de lancer de nouveaux défis à l'analyse des politiques publiques et d'en repousser ainsi les limites théoriques.

Maude Benoit
Université Laval

Montaigne's Politics: Authority and Governance in the Essais,
 de Biancamaria Fontana, Princeton et Oxford, Princeton University
 Press, 2008, 205 p.

Dans son dernier ouvrage, *Montaigne's Politics: Authority and Governance in the Essais*, Biancamaria Fontana s'emploie à redonner tout leur sérieux tant à la pensée politique de Montaigne qu'à son rôle dans la vie politique et diplomatique de son temps. Aussi s'agit-il pour elle de contribuer à la levée des préjugés qui dominent la réception de son œuvre et qui se retrouvent essentiellement dans l'image d'un homme coupable sinon d'indifférence, de quiétisme ou d'impassibilité, du moins de manque de clairvoyance devant la tempête qui s'abattait sur son siècle. Contre cette image, elle nous propose une lecture entrecroisée des *Essais* et de leurs contextes biographique et historique (contextes sur lesquels nous nous attarderons peu, l'analyse que nous propose B. Fontana n'ajoutant rien de significativement nouveau à ce que certains ouvrages « classiques », ceux de Géralde Nakam notamment, avaient déjà porté à notre attention), défendant l'idée que la sortie du parlement en 1570

correspond moins à la fin qu'au début de la carrière publique de Montaigne et à l'amorce d'une réflexion dominée de façon croissante par des thèmes liés à l'actualité sociale et politique. Succinctement, le Montaigne de B. Fontana se présente comme celui qui, reconnaissant l'égalité des hommes dans le devenir politique du pays, présente la sociabilité comme la seule alternative à la violence et comme obligation morale pour tout un chacun. Aussi la question qu'il place au centre de ses réflexions est-elle moins de savoir comment la société peut s'améliorer par l'action législative que de savoir comment la sociabilité peut émerger du monde foncièrement divers et instable de l'expérience individuelle.

C'est la question de la loi – qui englobe la coutume et la loi positive – qui est au centre du premier chapitre. Pour Montaigne, la loi ne se réduit pas à un rapport de pouvoir, mais exprime un consensus social, un partage implicite et diffus de préjugés, d'accords et de pratiques qui constituent le véritable tissu de la sociabilité. La crise de son temps est étroitement liée à la corruption des institutions et des pratiques de la justice ; aussi le retour de la paix exige-t-il le rétablissement inconditionnel de la respectabilité et de l'autorité de la loi. Selon B. Fontana, nous aurions néanmoins tort d'interpréter l'attachement de Montaigne à la loi comme le signe d'un esprit résolument conservateur. Conscient des limites et de l'imperfection des lois, compte tenu qu'elles s'appliquent à un monde où la voix de la loi naturelle est sans écho, Montaigne n'en demeure pas moins convaincu qu'elles constituent le seul rempart bénin possible contre le règne de la force. La primauté de la loi est du reste limitée au respect des impératifs de la conscience individuelle, qui constitue, en vertu du caractère impénétrable des desseins de Dieu, le seul véritable siège de la justice humaine.

L'auteure explore, dans le deuxième chapitre, un autre facteur qui concourt à la décadence morale de ses contemporains : le travestissement du contenu de la vertu qui s'exprime notamment par la prévalence de son acception militaire. Montaigne note avec dépit que ses contemporains en sont venus à croire que la vertu – au sens d'honnêteté et de rectitude morale – n'a plus sa place dans le monde moderne, y obéir le condamnant par avance à une impuissance dont seule une morale de l'utilité pourrait le sauver. Pour B. Fontana, il serait cependant erroné de voir en Montaigne quelqu'un qui prêche le retour à la vertu des anciens. Stoïcienne, chrétienne, voire machiavélienne, la vertu héritée comporte une limite, attribuable à son caractère héroïque, aristocratique et à l'excès auquel elle conduit irrésistiblement, se rendant ainsi impraticable dans un contexte dont la tâche première serait, selon B. Fontana, de répondre aux exigences sociales et politiques induites par l'universalisme chrétien. Autrement dit, les hommes ne doivent pas faire preuve d'excellence seulement dans les circonstances exceptionnelles, mais dans la vie de tous les jours, l'honnêteté étant nécessaire à la bonne marche de la société. Au demeurant, le rétablissement de la paix requiert la restauration d'une vertu dont le contenu est rendu plus accessible, en théorie comme en pratique, à la majorité des hommes.

Fontana insiste en outre, dans les deux chapitres suivants, sur le caractère « pragmatique » de la pensée politique de Montaigne. En témoigne sa réflexion sur la liberté de conscience et la tolérance, dont les bienfaits sont évalués non pas à l'aune d'un critère moral abstrait, mais de ses effets sur la viabilité de l'ordre politique. Face au problème de la dissidence religieuse, qui relève moins de l'opposition doctrinale proprement dite que de la polarité excessive des opinions et des préjugés qui structurent les relations de sociabilité, Montaigne explore l'idée d'un nouveau type de gouvernance basé sur l'opinion. Nécessaire du point de vue de la paix, la stabilisation des opinions s'avère néanmoins limitée, leur formation obéissant à des facteurs – l'imagination, les passions, les croyances, etc. – qu'il est impossible de prétendre contrôler entièrement. Bien qu'il soit suspendu à la trajectoire longue et sinueuse de la transformation des valeurs et des attitudes collectives – transformation qui présuppose notamment un nouveau projet d'éducation et l'amélioration significative des conditions de vie –, ce mode de gouvernance constitue la seule issue qui satisfasse la liberté de conscience et qui repose sur l'acceptation corrélative des limites des pouvoirs politiques.

B. Fontana souligne par ailleurs, au cinquième chapitre, que pour Montaigne l'autorité et la légitimité des pouvoirs politiques présupposent la confiance mutuelle. Or, ce que tend à montrer l'histoire de la France contemporaine, c'est que tous – tant les gouvernants que les gouvernés – possèdent leur part de responsabilité dans son effritement. En vue de la paix, il échoit par conséquent à tout un chacun d'adopter une attitude honnête et ouverte à la parole et à la conversation. Ainsi, si le pouvoir devait acquérir une nouvelle légitimité durable, cela dépendrait moins de la force dont disposeraient les autorités que du consentement dont il bénéficierait.

Dans le sixième chapitre, B. Fontana précise que, comme Machiavel, Montaigne est particulièrement sensible à la présence de la fortune dans les affaires humaines. À la différence du Florentin toutefois, la meilleure manière de limiter son pouvoir passe chez lui par le développement d'une habileté particulière à influencer la conduite des autres, en se laissant guider par les principes d'honnêteté, de fidélité, de modération ainsi que par la volonté de réconcilier ses besoins avec ceux des autres. Cette exigence de prudence, en somme, à laquelle on doit obéir aussi bien dans la sphère publique que privée, varie néanmoins en fonction des circonstances, l'indétermination de son contenu dévoilant plus largement l'impossibilité d'échapper à notre propre imperfection et à la difficulté corrélative de tirer des leçons de l'expérience. Cette conviction se fait aussi ressentir dans sa compréhension de la politique, dont il ne cherche pas à rendre compte de façon systématique, mais de manière indirecte, à travers le contexte parfois confus de ses récits anthropologiques et historiques. Enfin, si les *Essais* laissent peu de place à la notion de politique entendue comme un ensemble de doctrines et de techniques particulières, B. Fontana insiste pour dire que le texte est traversé par un sens aigu de la politique en tant que réalité et pratiques quotidiennes.

De sa conclusion nous retenons deux éléments. D'une part, B. Fontana affirme que, même si la singularité de son attachement aux valeurs chrétiennes gagnerait à être explorée plus avant, la véritable originalité de Montaigne consiste dans la tension que les *Essais* établissent entre les valeurs elles-mêmes et leur mise en application dans le contexte des sociétés existantes. Or, si l'auteur a raison d'insister sur la centralité de ce problème, il aurait été bénéfique de l'analyser à la lumière de l'histoire de la philosophie. Ainsi, non seulement le lieu de Montaigne dans cette histoire s'en trouverait clarifié (son rapport à Aristote et Machiavel notamment), mais l'intelligence des *Essais* ainsi que l'appréciation de leur originalité en seraient enrichies. B. Fontana insiste, d'autre part, pour dire qu'il est possible de lire les *Essais* comme une vaste critique du principe d'autorité – dans ses différentes dimensions : épistémique, religieuse, scientifique, historique, politique et sociale – et dont témoignerait exemplairement la récurrence de l'examen du problème de la domination. La défense de l'opinion serait du reste à lire comme le corollaire positif de cette critique, anticipant ainsi la critique de l'Ancien régime que formuleront les Lumières. Suggestive, cette interprétation ne souffre pas moins d'un « déficit herméneutique » patent. En effet, non seulement met-elle en jeu des notions dont l'interrelation reste encore à être démontrée au regard de l'économie interne et globale des *Essais*, mais elle tend au surplus à réduire la « densité sémantique » (peut-être moins manifeste dans sa traduction) d'une donnée majeure du projet de Montaigne, soit « la composition des mœurs [*sic*] » – dont il dit lui-même qu'il s'agit de son véritable office (*Essais*, Livre III, chap. 13). Entre le projet de composition des mœurs et celui d'une gouvernance basée sur l'opinion, il y a un pas que le texte n'autorise pas à franchir directement.

Globalement, cet ouvrage a le mérite de prendre au sérieux la dimension politique des *Essais*. Cela dit, l'analyse que nous propose B. Fontana n'en demeure pas moins sujette à caution, dans la mesure où elle passe outre, notamment, aux nombreuses difficultés liées à l'interprétation du rapport entre l'utile et l'honnête que cherchent à établir les *Essais*. Ainsi, ce qu'elle a tendance à présenter comme une adhésion à une morale de l'honnêteté (en quoi sa pensée comme sa pratique politiques trouveraient de surcroît un fondement) relève en partie d'un jeu rhétorique qui commande une sensibilité accrue aux procédés d'écriture qui gouvernent les *Essais*. Si ces précautions, pourtant jugées essentielles par l'auteur (p. 14), avaient été respectées plus scrupuleusement, une idée plus nuancée du conflit entre l'utile et l'honnête aurait pu émerger. Enfin, si, par son insistance sur le caractère ordinaire de la vertu, Montaigne contribue certainement à sa « démocratisation », n'est-il pas aussi celui qui nous oblige à repenser la différence, au sein même de l'horizon de la vie ordinaire, entre l'héroïque et son contraire, c'est-à-dire entre celui qui se résigne à l'ordinaire en se soumettant à l'institué et celui qui accepte d'en faire le domaine de son exploration en y éprouvant sans relâche la force de son étonnement et la valeur de son jugement ?

Jérémy Duhamel

Centre de recherches politiques Raymond Aron,

École des hautes études en sciences sociales, Paris